



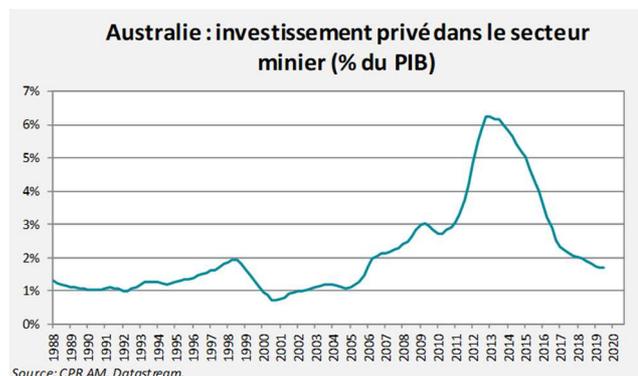
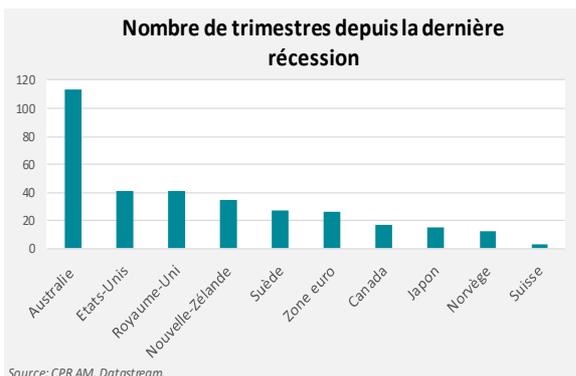
## Australie : le miracle économique rattrapé par la crise climatique

Juliette Cohen et Bastien Drut, Stratégistes chez CPR AM

L'économie australienne a longtemps semblé protégée des crises économiques et financières mondiales des dernières décennies. En effet, la dernière récession qu'a connu le pays s'est produite en 1991... soit il y a près de trente ans ! L'Australie a en effet prospéré grâce au développement de son industrie minière (fer, charbon, or), ce qui lui a valu un certain nombre de critiques en ce qui concerne son rôle dans le changement climatique. Cependant, le pays est confronté à de nouveaux défis domestiques et internationaux. En particulier, les incendies massifs que connaît l'Australie depuis quelques semaines montrent que l'île-continent est directement menacée par le changement climatique. Nous revenons dans ce texte sur les événements climatiques exceptionnels survenus cette année en Australie, ainsi que sur leurs conséquences pour l'économie du pays.

### Le miracle économique australien

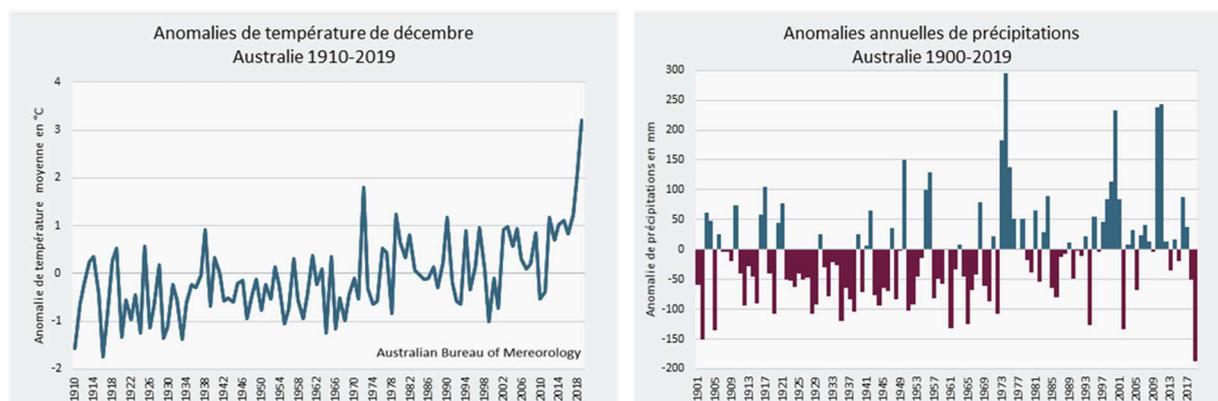
L'économie australienne a longtemps semblé protégée des crises économiques et financières mondiales des dernières décennies (crise asiatique de la fin des années 1990, Grande Récession de 2008/2009, crise de la zone euro). En effet, la dernière récession qu'a connu le pays s'est produite en 1991... soit il y a près de trente ans ! Le développement économique rapide de la Chine et les besoins colossaux de ce pays en matières premières ont constitué un débouché évident pour les matières premières extraites en Australie (fer, charbon, or) : sur les derniers trimestres, la Chine représentait aux alentours de 40% des exportations australiennes (contre moins de 10% au début des années 2000). Le développement de l'industrie minière a propulsé la croissance australienne dans un premier temps grâce aux investissements massifs réalisés dans le secteur puis grâce au commerce extérieur. En 2017, l'Australie était le 3ème producteur de charbon dans le monde et le plus grand exportateur net (devançant de peu l'Indonésie).



En corollaire de cette vigueur économique, la banque centrale australienne (RBA) a longtemps été, avec la banque centrale néozélandaise, la banque centrale des pays développés avec les taux directeurs les plus élevés : le taux de la RBA était de 7,25% en 2008. La forte baisse des taux directeurs qui a suivi la Grande Récession de 2008/2009 a induit une très forte accélération des prix immobiliers (+8% par an en moyenne sur la période 2013-2017) et a engendré une forte hausse de l'endettement des ménages (de 110% du revenu disponible en 2008 à 142% en 2019). A l'exception de la Suisse, l'Australie est le pays développé dans lequel la dette des ménages en % du PIB est la plus élevée. La conjugaison de cet endettement et du retournement du marché immobilier (les prix baissent depuis la fin 2017) a impliqué un très net ralentissement de la croissance. **L'économie australienne est donc désormais face à d'importants défis domestiques (endettement des ménages et prix immobiliers très élevés) ainsi qu'internationaux (ralentissement de la Chine). Et comme nous allons le voir, le réchauffement climatique constitue désormais une menace supplémentaire.**

## 2019, l'année de tous les records météorologiques

Depuis septembre 2019, des incendies d'une ampleur inédite ont lieu en Australie et touchent plus particulièrement le sud et l'est du pays. Mais au-delà de ces incendies dramatiques, l'année 2019 s'avère avoir été une année exceptionnelle puisque d'autres phénomènes climatiques extrêmes ont eu lieu tout au long de l'année. Tout d'abord, les températures ont en moyenne sur l'année atteint un niveau de 2,1°C au-dessus de la moyenne de la période 1961-1990. Et cette tendance a été perceptible dès le début d'année 2019 où dans certains états comme celui de Victoria, des records historiques de températures ont été battus (47,6°C le 25 janvier 2019).



Entre février et avril 2019, des inondations ont frappé certaines régions (notamment, le Queensland, au nord-est du pays), causant des pertes importantes de bétail. Ces fortes pluies n'ont pas empêché l'année 2019 d'être l'année où la sécheresse a été la plus forte de la période 1900-2019 avec seulement 277,6 millimètres de précipitations en moyenne sur le pays, c'est-à-dire 40% de moins que la moyenne de long terme. Il faut remonter à 1902 pour retrouver une sécheresse quasi-similaire. Des tempêtes de poussière et des averses de grêle ont également touché le pays et détruit des vignobles.

MétéoFrance<sup>1</sup> explique ces phénomènes extrêmes par le fait que l'Australie a connu en 2019 de fortes anomalies de circulation atmosphérique qui se sont ajoutées au contexte de réchauffement global. Deux phénomènes expliquent plus particulièrement que le climat ait été plus chaud et plus sec cette année : le « Dipôle de l'Océan Indien<sup>2</sup> » en phase fortement positive au cours de la deuxième moitié de 2019 (eaux plus chaudes que la normale côté ouest de l'océan indien, et eaux plus froides à l'est côté Indonésie, favorisant des mouvements atmosphériques descendants et une sécheresse chronique vers

<sup>1</sup> « Australie : comment expliquer la chaleur extrême ? », 3 janvier 2020.

<sup>2</sup> Le dipôle de l'océan indien est un phénomène d'interaction entre l'océan et l'atmosphère dans l'océan indien.

l'Australie) et « l'Oscillation antarctique » en phase négative (pression plus basse au sud de l'Océanie qu'en Antarctique, impliquant un apport d'air chaud et sec dans le désert australien).

Le bureau météorologique australien ne prévoyait pas d'amélioration de la situation avant le retour des précipitations fin janvier 2020.

Les incendies de 2019-2020 en chiffres
Plus de 11 millions d'hectares ont brûlé
28 décès, 100 000 personnes déplacées
Plus d'un milliard d'animaux (mammifères, oiseaux et reptiles) ont été tués. Plusieurs espèces pourraient s'être éteintes avec les incendies
Près de 14 000 déclarations de sinistres pour un montant de 924 millions de dollars (Insurance Council of Australia, déclaration du 14 janvier 2020)
400 M de tonnes de CO2 dégagées soit environ trois quarts des émissions annuelles totales de l'Australie

### Quel bilan économique des incendies ?

Au-delà du coût des destructions qui est relativement limité car les incendies ont touché des zones peu peuplées, les incendies vont avoir un impact direct sur la croissance au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et en début d'année 2020 dont l'ampleur varie beaucoup selon les estimations. Cet impact direct va se faire sentir sur le tourisme qui est l'une des principales ressources du pays (un peu plus de 3% du PIB et environ 5% de l'emploi), sur la production agricole et sur l'investissement privé.

Selon l'agence de notation Moody's, l'impact économique des incendies devrait être limité puisqu'il serait inférieur à 0,1% du PIB en 2020 et 2021. Si l'agence est plutôt optimiste à court terme, elle se montre plus prudente sur le long terme car **elle estime que « des catastrophes naturelles plus fréquentes et plus graves entraîneront probablement des coûts croissants et récurrents, mettant à l'épreuve la capacité du gouvernement fédéral et des États à payer les dettes. »** Par ailleurs, le coût des coupures dans la fourniture d'eau et d'électricité pour de nombreux ménages et entreprises, des fermetures de routes et des évacuations est difficile à évaluer. La même chose est vraie pour la pollution de l'air générée par les incendies, qui a aussi un impact significatif sur l'activité.

De plus, comme nous l'avons vu précédemment, l'Australie a connu plusieurs événements climatiques extrêmes au cours de l'année 2019 et il est donc probable que le « coût climatique total » pour l'économie australienne soit bien plus élevé. Dans un discours du 12 mars 2019, soit bien avant l'épisode d'incendies massifs de ces dernières semaines, le sous-gouverneur de la RBA Guy Debelle, estimait déjà que la sécheresse devrait coûter 0,15% de croissance à l'économie australienne en 2019 principalement via son impact sur la production agricole.

**Enfin, se focaliser sur l'impact instantané sur le PIB (qui constitue un flux) des catastrophes naturelles est évidemment très réducteur** puisque celles-ci affectent surtout le stock de richesses d'un pays, qu'il s'agisse de patrimoines naturels, de biodiversité, de patrimoines immobiliers ou encore de moyens de production.

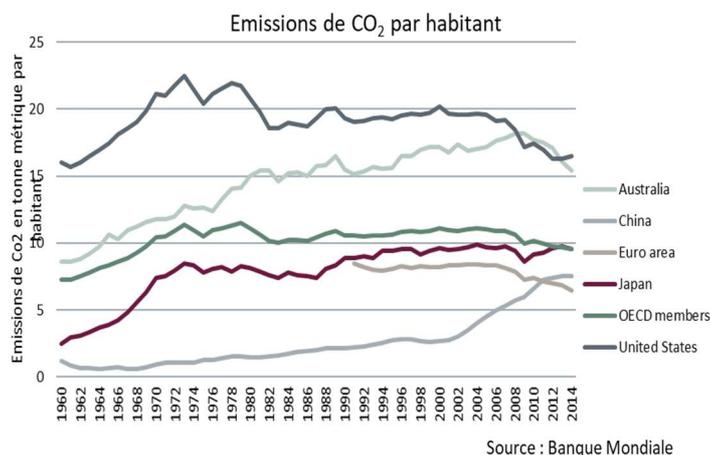
Les impacts humains, environnementaux et économiques élevés ainsi que la vulnérabilité du pays au changement climatique rendent difficiles à comprendre le peu d'ambitions du gouvernement actuel sur le sujet. Et l'Australie commence à être pointée du doigt au niveau international. **En novembre 2019, la Riksbank<sup>3</sup> a annoncé qu'elle n'investirait plus ses réserves de change dans des obligations d'émetteurs**

<sup>3</sup> Monetary policy in a changing world, Gouverneur Martin Flodén, 13 novembre 2019

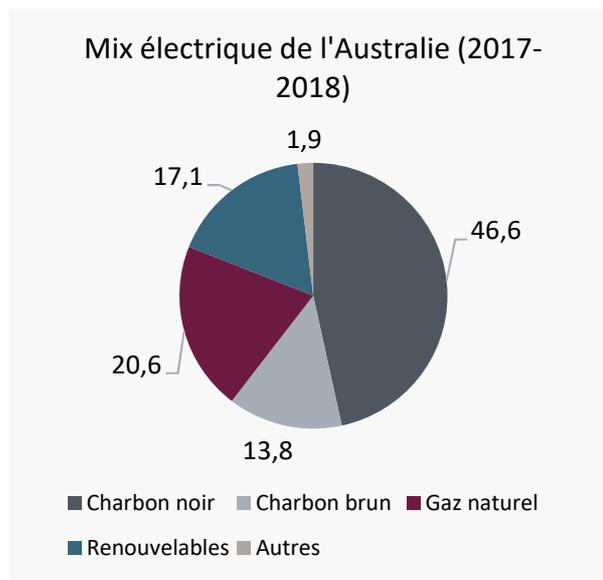
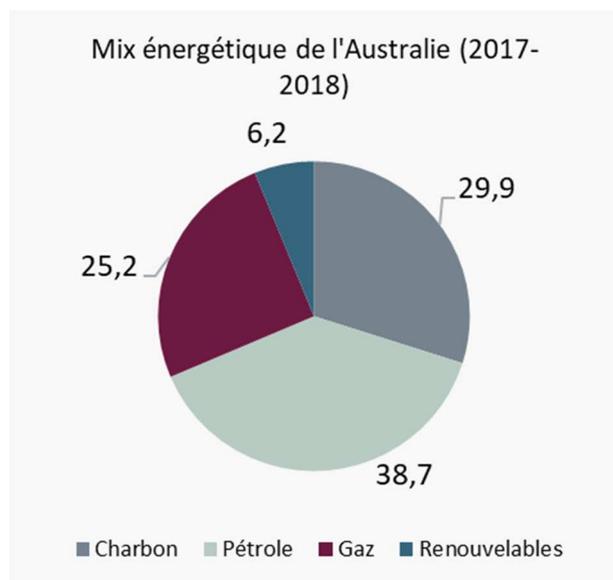
avec une empreinte carbone élevée. Elle a donc procédé à la vente des titres émis par les Etats du Queensland et d'Australie-Occidentale (de même que les titres de quelques provinces du Canada).

### La politique très controversée de l'Australie sur le climat et sur l'énergie.

L'Australie a longtemps détenu le triste record des émissions de CO<sub>2</sub> par habitant. Même si des efforts ont été entrepris depuis 2008, l'Australie produit 15,4 tonnes par habitant (données 2014) ce qui en fait le 2ème pays le plus pollueur de la planète derrière les Etats-Unis (16,5 tonnes) soit quasiment le double de la moyenne de l'OCDE (9,5 tonnes) et bien plus également que son voisin néozélandais (7,7 tonnes).



Source : Banque Mondiale

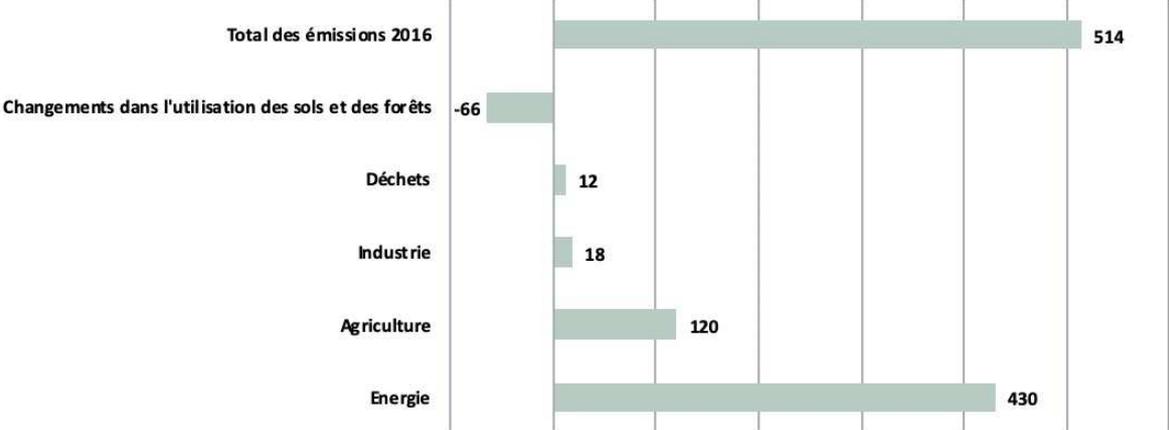


Le mix énergétique du pays laisse une place importante au Charbon (30%) et au pétrole (39%). Dans la production d'électricité, la part du charbon atteint près de 60% et les énergies fossiles 80%. Bien que l'Australie dispose de ressources en uranium très importantes (33% des ressources mondiales), le pays a interdit le développement de centrales nucléaires pour produire de l'électricité<sup>4</sup>. Depuis une dizaine d'années, le débat sur le nucléaire est relancé avec la nécessité de baisser les émissions de CO<sub>2</sub> du pays, de réduire les prix de l'électricité et de gérer le vieillissement des centrales à charbon. Des enquêtes sur l'exploitation de l'énergie nucléaire et la levée de l'interdiction de l'exploitation de l'Uranium ont été lancées mi 2019 par le ministère de l'Energie sous l'impulsion du Premier Ministre, Scott Morrison, favorable à l'abrogation de l'interdiction du nucléaire.

<sup>4</sup> Nuclear Activity Act de 1983, Australian Radiation Protection and Nuclear Safety Act de 1998 et Environment Protection and Biodiversity Conservation Act de 1999

La part des énergies renouvelables est encore relativement faible en Australie et l'énergie solaire est par exemple sous-utilisée par rapport aux capacités du pays. Si l'on se place du point de vue des émissions de CO<sub>2</sub>, c'est surtout son secteur minier et plus particulièrement la production de charbon et de gaz pour produire de l'énergie qui génère quasiment les trois quarts de ses émissions.

Répartition des émissions de CO<sub>2</sub> par secteur en 2016  
en M de tonnes



Source : Climate Watch

## Encadré sur la Taxe carbone

Du fait de sa dépendance à l'industrie minière, l'Australie a toujours fait preuve de réticence à adopter des mesures contraignantes pour lutter contre la progression des émissions de CO<sub>2</sub> et le changement climatique. Le revirement rapide de position sur la taxe carbone en donne une illustration.

Après des années de débat et sur proposition du gouvernement travailliste, l'introduction de la taxe carbone a été votée par le parlement en novembre 2011<sup>5</sup> sous une forme assez ambitieuse puisque le prix de la tonne de carbone avait été fixé à 23 dollars australiens la tonne contre un équivalent compris entre 8 et 13 dollars en Europe. La loi prévoyait de transformer la taxe carbone en un système d'échange de droits d'émissions (ETS Emission Trading Scheme) à compter de 2015. Elle est entrée en application le 1<sup>er</sup> juillet 2012 et est rapidement devenue impopulaire malgré des mesures de compensation, baisse d'impôts et hausse des pensions de retraite, pour les ménages modestes, car les groupes miniers ont répercuté l'augmentation des coûts générés par la taxe carbone dans les prix de vente de l'électricité.

Les élections de 2014 ont vu l'arrivée au pouvoir du parti libéral avec la promesse d'abolir la taxe carbone. Son leader, Tony Abbott, va réussir à faire abolir la taxe carbone en juillet 2014.

Depuis aucun mécanisme contraignant de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> n'a vu le jour, les gouvernements successifs ayant privilégié les mesures incitatives. En 2014, un fonds de réduction des émissions (*Emissions Reduction Fund*) a été doté de 2,5 mds de dollars pour favoriser la mise en œuvre de solution visant les réductions des émissions. L'Australie a alors développé son marché volontaire des crédits carbone initié en 2011 qui permet aux développeurs de projets respectant des critères et des normes de reporting strictes de générer des crédits carbone. Un ACCU (*Australian Credit Carbon Unit*) peut ainsi être gagné pour chaque tonne d'équivalent de dioxyde de carbone (tCO<sub>2</sub>-e) stockée ou évitée par un projet. Les ACCU peuvent être vendus pour générer des revenus, soit au gouvernement par le biais d'un contrat de réduction des émissions de carbone, soit à des parties privées sous contrat ou encore par le biais de ventes sur le marché secondaire.

**Malgré une ampleur sans précédent et un bilan humain et environnemental terrible, cette saison des incendies ne devrait pas avoir un impact majeur sur la croissance du pays à court terme. Néanmoins, il est vraisemblable que l'impact économique du dérèglement climatique devrait aller croissant avec l'augmentation de la fréquence des événements extrêmes en Australie. A court terme, il semblerait que l'impact majeur soit plutôt d'ordre politique pour cette économie très liée aux énergies fossiles. Le gouvernement est largement critiqué pour son action timide sur le climat et pourrait être poussé à infléchir sa politique notamment dans le domaine énergétique. D'après l'institut de sondage Lowy, 64% des Australiens adultes voient le changement climatique comme une « menace majeure », en hausse de 6 points par rapport à 2018 et de 18 points par rapport à 2014.**

Date de publication : Janvier 2020

---

<sup>5</sup> Clean Energy Act 2011

### Information :

Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de CPR AM sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Les informations contenues dans ce document n'ont aucune valeur contractuelle et n'engagent pas la responsabilité de CPR AM. Elles sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos, et elles ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations contenues dans ce document n'ont aucune valeur contractuelle. Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans l'autorisation préalable de CPR AM. Sous réserve du respect de ses obligations, CPR AM ne pourra être tenu responsable des conséquences financières ou de quelque nature que ce soit résultant de l'investissement. L'ensemble de la documentation réglementaire est disponible en français sur le site [www.cpram.fr](http://www.cpram.fr) ou sur simple demande au siège social de la société de gestion.

### A propos de CPR Asset Management :

CPR AM est une société spécialisée en gestion, agréée AMF, filiale autonome à 100% d'Amundi. CPR AM se consacre exclusivement au métier de la gestion pour compte de tiers (institutionnels, entreprises, assurances, banques privées, gérants de fonds et professionnels du patrimoine). CPR AM couvre les principales classes d'actifs (actions, convertibles, diversifiés, taux et crédit).

### CPR AM en chiffres (fin septembre 2019)

- Plus de 50 milliards € d'actifs gérés
- Plus de 100 collaborateurs dont plus d'un tiers dédié à la gestion

**CPR Asset Management**, Société anonyme au capital de 53 445 705 € - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 01-056 - 90 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France – 399 392 141 RCS Paris.

